

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202427]

7 MAI 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, notamment l'article 2, 19°;

Vu le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, notamment l'article 6;

Vu la délibération de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale du 22 janvier 2015;

Sur proposition du Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale, dont le texte figure en annexe.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale est abrogé.

Art. 3. Le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 mai 2015.

Le Ministre-président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

ANNEXE

Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale

Règlement d'ordre intérieur

Article 1^{er}. Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1. "décret-cadre" : le décret wallon du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative (*Moniteur belge* 18.12.08);

2. "décret" : le décret wallon du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale (*Moniteur belge* 31.12.08);

3. "décret EI" : le décret wallon du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion (*Moniteur belge* 21.01.13), tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 (*Moniteur belge* 02.06.14);

4. "arrêté EI" : l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion (*Moniteur belge* 07.03.13);

5. "décret I.D.E.S.S." : le décret wallon du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S." (*Moniteur belge* 05.01.07);

6. "arrêté I.D.E.S.S." : l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S." (*Moniteur belge* 19.07.07);

7. "décret agences-conseil" : le décret wallon du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseils en économie sociale (*Moniteur belge* 18.08.04);

8. "arrêté agences-conseil" : l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale (*Moniteur belge* 10.02.06);

9. "entreprise d'insertion" : un des organismes visés à l'article 2, § 1^{er}, du décret EI;

10. "I.D.E.S.S." : un des organismes visés à l'article 1^{er}, al. 1^{er}, 1^o du décret I.D.E.S.S.;

11. "agence-conseil" un des organismes visés à l'article 1^{er}, al. 1^{er}, 1^o, du décret agences-conseil;

12. "CESW" : le Conseil économique et social de Wallonie;

13. "Commission" : la "Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale" visée à l'article 6 du décret;

14. "Membres" : les membres effectifs de la Commission, ou à défaut leur suppléant, nommés par le Gouvernement wallon.

15. "Ministre" : le Ministre du Gouvernement wallon ayant l'Economie sociale dans ses attributions;

16. "Administration" : la Direction de l'Economie sociale du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle de l'Economie, de l'Emploi et de la Recherche du Service public de Wallonie.

Art. 2. Siège et lieu des réunions

Le siège de la Commission est situé au CESW (rue du Vertbois 13C, à 4000 Liège) où doit lui être adressé tout courrier. L'adresse complète de la Commission doit figurer sur tous les documents qu'elle envoie.

Les réunions de la Commission se tiennent dans les locaux du CESW.

Art. 3. Missions

La Commission est chargée :

1° de remettre, d'initiative ou sur demande, tout avis sur toutes questions relatives aux entreprises de l'économie sociale portant dénomination d'entreprises d'insertion, d'I.D.E.S.S. et d'agences-conseil;

2° de remettre un avis motivé sur les demandes d'agrément ou de renouvellement d'agrément des porteurs de projet/entreprises visés par les arrêtés "EI", "I.D.E.S.S." et "agences-conseil" susmentionnés;

3° de remettre un avis motivé sur la suspension ou le retrait d'agrément de ces mêmes porteurs de projet/entreprises;

4° de se réunir à la demande d'un de ses membres qui aurait pris connaissance de faits qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions aux décrets et arrêtés définis à l'article 1^{er}, 1° à 11° du présent règlement d'ordre intérieur, afin d'analyser la situation et d'informer le Gouvernement des faits de la cause.

La Commission décide de toutes les mesures devant lui permettre d'accomplir au mieux ses missions. A cette fin, elle se réfère notamment à la réglementation en vigueur et peut :

1° examiner les dossiers de demande des porteurs de projet/entreprises, les rapports d'activités, les conventions conclues etc., être informée du contenu des rapports d'inspection;

2° auditionner les porteurs de projet et les entreprises d'économie sociale;

3° créer des groupes de travail;

4° inviter, ponctuellement et en fonction de l'ordre du jour, des experts extérieurs à participer aux réunions.

Art. 4. Composition

La Commission est composée de :

Avec voix délibérative :

1° quatre effectifs et quatre suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;

2° quatre effectifs et quatre suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;

3° trois effectifs et trois suppléants représentant le secteur de l'économie sociale;

4° un effectif et un suppléant représentant l'ASBL Union des Villes et Communes de Wallonie et la Fédération wallonne des Centres publics d'action sociale.

Avec voix consultative :

1° un président et un vice-président;

2° un effectif et un suppléant représentant la SOWECSOM (Société wallonne d'Economie sociale marchande);

3° un effectif et un suppléant représentant l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi tel qu'institué par le décret wallon du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

4° un effectif et un suppléant représentant l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH);

5° deux effectifs et deux suppléants de l'Administration de la Région wallonne.

Art. 5. Durée du mandat, remplacement et renouvellement des membres

La durée du mandat des membres est fixée à cinq ans.

Les membres sont nommés par le Gouvernement selon des procédures distinctes en fonction des mandats :

- sur base d'une liste double de candidats présentée par le CESW dans le cas des représentants des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs;

- sur proposition de la ou des instances représentatives visée(s) à l'article 3 du décret dans le cas des représentants du secteur de l'économie sociale;

- sur proposition de leur mandant pour les autres représentants.

Lorsque le mandat d'un membre prend fin avant le terme fixé, le remplaçant achève la durée du mandat restant à courir.

Le renouvellement du mandat des membres au sein de la Commission se fait intégralement.

Art. 6. Présidence et vice-présidence

Désignation

Le Gouvernement désigne et nomme le président et le vice-président de la Commission.

Remplacement

En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et assure la présidence. En cas d'absence du président et du vice-président, la présidence est assumée par le doyen d'âge possédant voix délibérative ou par le membre désigné à cette fonction par le président.

Rôle du président

Le président assure le bon fonctionnement de la Commission et en organise les travaux. Il ouvre, suspend, clôt, supprime les séances et dirige les débats en toute neutralité.

Sauf disposition contraire prise par la Commission et à charge de rendre compte à celle-ci, il assume à l'égard de l'extérieur la responsabilité de l'exécution des décisions prises.

A cet effet :

- il établit l'ordre du jour;
- il convoque les réunions;
- il signe les avis;
- il veille au respect des dispositions normatives et du règlement d'ordre intérieur de la Commission;
- il prend les dispositions qu'appellent les cas exceptionnels et urgents, après avoir consulté les membres effectifs de la Commission.

Art. 7. Secrétariat

Le secrétariat de la Commission est assuré par le CESW avec lequel l'Administration collabore.

A l'issue de chaque réunion, le secrétariat rédige un projet de procès-verbal. Il consiste en un compte-rendu décisionnel des débats et votes intervenus auquel sont annexés les documents d'analyse d'éligibilité et/ou tout autre document d'analyse élaboré par la Commission et est soumis à l'approbation des membres lors de la réunion suivante.

Sur délégation du président, le secrétariat est habilité à signer divers documents, notamment les avis, les convocations, les courriers,...

Plus particulièrement, le secrétariat :

- procède à l'examen technique des dossiers;
- propose au président les ordres du jour dans le respect des délais visés infra en article 16 pour l'examen des dossiers complets;
- convoque les membres et prépare la liste des présences, notamment sur base des informations reçues des membres avant la séance en cas d'empêchements ou d'invitations d'experts extérieurs;
- prépare les arrêtés relatifs à la désignation des membres de la Commission;
- convoque les porteurs de projet/entreprises pour les auditions;
- lors des réunions, présente les dossiers, rédige les procès-verbaux et demande l'approbation des procès-verbaux antérieurs;
- rédige et envoie les demandes de compléments d'information en suite de la réunion et/ou convocation des porteurs de projet/entreprises pour audition;
- rédige les avis motivés et les procès-verbaux dans le respect des délais visés infra en article 16;
- place sur le serveur partagé les avis et procès-verbaux approuvés;
- en informe (par mail) l'Administration et le Ministre.

Art. 8. Comité de suivi

Il est instauré un Comité de suivi, délégation composée d'un représentant du Ministre, de l'Administration, du Secrétaire général et du secrétariat de la Commission. Il a pour objet de veiller au bon déroulement de la mission de secrétariat de la Commission confiée au CESW. Il se réunit au moins une fois par an. Il est chargé notamment d'examiner les procédures mises en place entre le CESW et l'Administration, en vue d'améliorer celles-ci. La présidence du Comité de suivi est assurée par le représentant du Ministre et le secrétariat par le CESW.

Art. 9. Réunions : périodicité et convocation

La Commission est convoquée par son président ou, lorsqu'il est empêché, par son vice-président, autant de fois que cela est nécessaire, en fonction des missions confiées à la Commission, et au minimum six fois par an. Elle est également convoquée à la demande d'un tiers des membres ou chaque fois que le CESW le juge nécessaire.

La convocation mentionne les divers points de l'ordre du jour et comporte un lien vers l'extranet du CESW où sont stockés les pièces et documents relatifs à ces points. Elle comprend également un point « Divers ». Elle est expédiée aux membres effectifs et suppléants, par courrier et/ou voie électronique, sept jours civils avant la date de la séance. En cas d'urgence, appréciée par le président, la convocation peut être expédiée dans un délai plus court et ses annexes peuvent, exceptionnellement, être distribuées aux membres avant l'ouverture de la séance.

Art. 10. Liste de présence

Les membres de la Commission signent à chaque séance une liste de présence. Cette liste est jointe au procès-verbal.

Art. 11. Audition

Préalablement à la remise de son avis, la Commission entend les représentants du porteur de projet/entreprise qui le sollicite. Elle peut également inviter, d'initiative, les représentants du porteur de projet/entreprise à être entendus. Dans tous les cas, l'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant, s'il y a lieu, les points à propos desquels la Commission souhaite entendre le point de vue des représentants du porteur de projet/entreprise.

La Commission entend les représentants des entreprises d'économie sociale avant toute proposition de suspension ou retrait d'agrément. Dans ce cas, l'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant les points à propos desquels la Commission souhaite entendre le point de vue des représentants de l'entreprise d'économie sociale.

L'organisme auditionné peut se faire assister, durant l'audition, par un représentant de la fédération à laquelle il est affilié.

Art. 12. Règles de délibération : quorum de présence

Seuls les points figurant à l'ordre du jour sont discutés. Les délibérations ou le vote sur un point prévu à l'ordre du jour peuvent toutefois être reportés à une séance ultérieure. Si nécessaire, des points ne figurant pas à l'ordre du jour peuvent être abordés dans le point « Divers » de l'ordre du jour, sans toutefois que des décisions ne puissent être prises à leur égard.

La Commission ne peut délibérer valablement qu'en présence d'au moins la moitié des membres ayant voix délibérative.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, le président en fait la constatation.

Soit il décide de lever la séance. Une nouvelle réunion est convoquée dans un délai d'au moins 24 heures après la réunion où le quorum n'a pu être atteint et ne dépassant pas dix jours, sauf pour les procédures d'urgence dûment motivée où le délai ne peut dépasser cinq jours. Lors de cette nouvelle réunion, il peut être délibéré valablement sur les mêmes points que ceux inscrits à l'ordre du jour de la première réunion, quel que soit le nombre de membres présents.

Soit le président décide que la Commission continue à siéger traitant tout ou partie de l'ordre du jour. Dans ce cas, les décisions prises sont soumises pour ratification aux membres absents ayant voix délibérative, par voie électronique (mail de ratification). La position de ces membres (ratification ou non) doit être signifiée dans un délai fixé par le président.

Art. 13. Procuration

Un membre absent peut donner une procuration à un autre membre en l'absence de son suppléant. Un membre ne peut détenir qu'une seule procuration. Les procurations dûment signées par les membres absents doivent être communiquées au président et au secrétariat par courrier électronique ou par courrier postal avant la réunion. Elles peuvent également être remises en début de séance. Avant le début de chaque réunion, le président fait le point sur le nombre de présences et de procurations admissibles.

Art. 14. Règles de délibération : quorum de vote

Les votes ont lieu en principe à main levée sauf si la majorité simple des membres présents demande le scrutin secret.

Les décisions se prennent à la majorité simple des membres présents ayant voix délibérative.

Le vote a lieu immédiatement après que le président ait formulé la proposition. Il en fait connaître aussitôt le résultat qui est acté au procès-verbal.

Pour calculer cette majorité, les abstentions n'entrent pas en ligne de compte.

En cas de partage des voix, l'avis de la Commission doit reprendre les deux points de vue, l'avis étant purement consultatif et la décision, quelle qu'elle soit, ultimement prise par le Ministre.

Art. 15. Avis

La Commission a l'obligation de motiver ses avis.

Les avis sont rendus au nom de l'organisme et sans indications nominatives. La Commission s'efforce de rendre des avis unanimes. Dans le cas contraire, l'avis peut être formulé sous forme de rapport exprimant les différents points de vue de ses composantes.

Dans le cadre de ses missions, la Commission peut rendre des avis d'initiative qu'elle transmet au CESW, à l'Administration et au Ministre.

Art. 16. Délais et procédure d'urgence

Lorsque l'avis de la Commission est sollicité sur une demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, celui-ci est rendu, à compter de la réception du dossier complet, sur base de l'accusé de réception complet du dossier, dans un délai de :

- 60 jours pour les agences-conseil;
- 30 jours pour les I.D.E.S.S.;
- 30 jours (60 jours en cas d'audition) pour les entreprises d'insertion.

Les délais sont calculés en jours calendriers. Ils sont suspendus du 1^{er} juillet au 31 août de chaque année.

En cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées, l'avis de la Commission peut-être remis selon une procédure écrite entre les membres.

Dans ce cas, sur décision du président, le secrétariat communique par courrier et/ou par voie électronique un projet de décision aux membres; les membres ayant voix délibérative sont invités à faire connaître leur position (ratification ou non) dans un délai fixé par le président et de minimum 3 jours civils.

Art. 17. Suspension de séance

S'il le juge nécessaire, ou à la demande d'une composante de la Commission, le président accorde une suspension de séance.

Art. 18. Participation des membres suppléants

Un membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

A titre exceptionnel, le président peut décider d'inviter les membres suppléants à siéger en même temps que les membres effectifs pour des points de l'ordre du jour visant une information d'intérêt général.

Art. 19. Participation d'experts extérieurs

Dans l'exercice de ses missions, et de façon ponctuelle, la Commission peut décider de faire appel à des experts extérieurs. Ceux-ci sont alors invités par le président à participer à la réunion où le(s) point(s) nécessitant des éclaircissements sont abordés.

Art. 20. Constitution de groupes de travail

La Commission peut constituer des groupes de travail dont elle fixe les objectifs et auxquels elle peut soumettre l'examen d'une question particulière.

L'existence des groupes de travail est limitée à l'examen de la ou des questions pour la(les)quelle(s) ils ont été créés. A l'issue de sa mission, le groupe de travail est dissout de plein droit.

Art. 21. Confidentialité des débats et travaux

Les personnes qui assistent à quelque titre que ce soit aux réunions de la Commission sont tenues de respecter le secret des documents à caractère confidentiel ou personnel qui leur sont communiqués, ainsi que le secret des votes et des délibérations.

Les procès-verbaux, dossiers de demande (de renouvellement) d'agrément, avis, rapports d'activités, rapports d'inspection ou autres documents concernant un opérateur ne peuvent ainsi être divulgués, sauf pour consultation interne au sein des composantes de la Commission.

Art. 22. Conflits d'intérêt

Il est interdit à tout membre de délibérer sur des objets pour lesquels il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel. N'est pas considéré comme intérêt personnel ou indirect le fait de représenter les intérêts de l'entité qui a proposé ou désigné le membre au sein de l'organisme.

Art. 23. Jetons de présence et frais de déplacement

En matière de frais de déplacement, les membres bénéficient des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique.

La liste de présence sert de pièce comptable justificative.

Art. 24. Membre réputé démissionnaire - Absentéisme

Est réputé démissionnaire, sur décision de la Commission, le membre :

- qui a été absent de manière non justifiée à plus de trois réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du présent règlement;

- qui marque une hostilité ou est membre d'un organisme ou d'une association qui marque une hostilité vis-à-vis des principes de démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Lorsqu'un membre est réputé démissionnaire, le président en informe, par courrier, le membre et l'organisation dont celui-ci est issu dans les meilleurs délais.

Art. 25. Rapport d'activités de la Commission

La Commission élabore des relevés statistiques pertinents et les agrège dans un rapport qu'elle transmet concomitamment au CWES, au Gouvernement et au Parlement wallons au plus tard pour la fin du mois de septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Ce rapport d'activités est également transmis au CESW. Il comprend au moins :

1° la mention du nombre de dossiers qui lui ont été transmis;

2° le nombre d'avis rendus;

3° les présences des membres.

Art. 26. Dispositions finales

Le présent ROI a été établi par la Commission, pour les parties qui la concernent. Il peut être modifié chaque fois que cela semble nécessaire à des fins d'un meilleur fonctionnement de la Commission. Sur demande d'un membre de la Commission, le point est alors porté à l'ordre du jour de la réunion la plus proche.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale.

Namur, le 7 mai 2015.

Le Ministre-président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202427]

7. MAI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung des "Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale" (Beratungs- und Zulassungsausschusses der Sozialwirtschaftsunternehmen)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, insbesondere des Artikels 2 19°;

Aufgrund des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund der Beratung des Beratungs- und Zulassungsausschusses der Sozialwirtschaftsunternehmen vom 22. Januar 2015;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt die Geschäftsordnung des Beratungs- und Zulassungsausschusses der Sozialwirtschaftsunternehmen, deren Wortlaut in dem Anhang steht.

Art. 2 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Genehmigung der Geschäftsordnung des Beratungs- und Zulassungsausschusses der Sozialwirtschaftsunternehmen wird aufgehoben.

Art. 3 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Mai 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

ANHANG

Beratungs- und Zulassungsausschuss der Sozialwirtschaftsunternehmen

Geschäftsordnung

Artikel 1 - Definitionen

Zwecks der Anwendung der vorliegenden Geschäftsordnung gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1. "Rahmendekret": das wallonische Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion (BS 18.12.08);

2. "Dekret": das wallonische Dekret vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft (BS 31.12.08);

3. "EB-Dekret": das wallonische Dekret vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe (BS 21.01.13), in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 abgeänderten Fassung (BS 02.06.14)

4. "EB-Erlass": der Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe (BS 07.03.13);

5. "I.D.E.S.S.-Dekret": das Dekret vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" » (Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck), abgekürzt: "I.D.E.S.S." (BS 05.01.07);

6. "I.D.E.S.S.-Erlass": der Erlass vom 21. Juni 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" » (Initiativen zur Entwicklung der Beschäftigung in dem Bereich der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck), abgekürzt: "I.D.E.S.S." (BS 19.07.07);

7. "Beratungsagenturen-Dekret": das wallonische Dekret vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft (BS 18.08.04);

8. "Beratungsagenturen - Erlass": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft (BS 10.02.06);

9. "Eingliederungsbetrieb": eine der in Artikel 2 § 1 des EB-Dekrets erwähnten Einrichtungen;

10. "I.D.E.S.S.": eine der in Artikel 1, Absatz 1 1° des I.D.E.S.S.-Dekrets erwähnten Einrichtungen;

11. "Beratungsagentur": eine der in Artikel 1 Absatz 1 1°, des Beratungsagenturen-Dekrets erwähnten Einrichtungen;

12. "CESW": der "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie);

13. "Ausschuss": der in Artikel 6 des Dekrets genannte Beratungs- und Zulassungsausschuss der Sozialwirtschaftsunternehmen;

14. "Mitglieder": die von der Wallonischen Regierung ernannten effektiven Mitglieder des Beratungsausschusses, oder mangels dessen, ihre Stellvertreter.

15. "Minister": der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört;

16. "Verwaltung": die Direktion der Sozialwirtschaft der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung der Operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Art. 2 - Sitz und Ort der Versammlungen

Der Sitz des Ausschusses liegt im CESW (rue du Vertbois 13C, in 4000 Lüttich), wohin jede Post zu richten ist. Die vollständige Anschrift des Ausschusses muss auf allen von ihr geschickten Unterlagen angegeben sein.

Die Versammlungen des Ausschusses finden in den Räumlichkeiten des CESW statt.

Art. 3 - Aufgaben

Der Ausschuss hat folgende Aufgaben:

1° auf eigene Initiative oder auf Antrag hin jedes Gutachten zu allen Angelegenheiten bezüglich der Sozialwirtschaftsunternehmen, die als Eingliederungsbetrieb, I.D.E.S.S. und Beratungsagentur bezeichnet werden, abgeben;

2° ein mit Gründen versehenes Gutachten über alle Zulassungsanträge oder Anträge auf Erneuerung der Zulassung der Projektträger/Unternehmen, die durch die obenerwähnten "EB", "I.D.E.S.S."-Erlasse betroffen sind, abgeben;

3° ein mit Gründen versehenes Gutachten über die Aufhebung oder den Entzug der Zulassung dieser Projektträger/Unternehmen abgeben;

4° sich auf Antrag eines ihrer Mitglieder versammeln, das Tatsachen zur Kenntnis genommen hätte, die Verstöße oder Verletzungen gegen die Bestimmungen des Artikels 1, 1° bis 11° der vorliegenden Geschäftsordnung darstellen, um die Lage zu untersuchen und die Regierung über den Sachverhalt zu informieren.

Der Ausschuss beschließt über alle Maßnahmen, die ihm erlauben sollen, seine Aufgaben bestmöglich zu erfüllen. Zu diesem Zweck bezieht er sich insbesondere auf die geltende Regelung und kann:

1° die Antragsakten der Projektträger/Unternehmen, die Tätigkeitsberichte, die abgeschlossenen Vereinbarungen prüfen, usw... über den Inhalt der Inspektionsberichte informiert werden;

2° die Projektträger und die Sozialwirtschaftsunternehmen anhören;

3° Arbeitsgruppen schaffen;

4° bei Bedarf und unter Berücksichtigung der Tagesordnung externe Sachverständige einladen, um den Versammlungen beizuwohnen.

Art. 4 - Zusammensetzung

Der Ausschuss hat die folgende Zusammensetzung:

mit beschließender Stimme

1° vier effektive und vier stellvertretende Mitglieder, die die repräsentativen Arbeitgeberorganisationen vertreten;

2° vier effektive und vier stellvertretende Mitglieder, die die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vertreten;

3° drei effektive und drei stellvertretende Mitglieder, die den Sektor der Sozialwirtschaft vertreten;

4° ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, das die VoE "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vertritt.

Mit beratender Stimme

1° ein Vorsitzender und ein stellvertretender Vorsitzender;

2° ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, das die SOWECSOM (Wallonische Gesellschaft für soziale Marktwirtschaft) vertritt;

3° ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, das durch das Dekret vom 6. Mai 1999 über das "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) eingerichtete Wallonische Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung vertritt;

4° ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, das die "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (AWIPH), (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) vertritt;

5° zwei effektive und zwei stellvertretende Mitglieder der Verwaltung der Wallonischen Region.

Art. 5 - Dauer des Mandats, Ersetzung und Erneuerung der Mitglieder

Die Dauer des Mandats der Mitglieder wird auf fünf Jahre festgelegt.

Die Mitglieder werden von der Regierung nach getrennten Verfahren je nach den Mandaten ernannt:

- auf der Grundlage einer von dem CESW vorgelegten doppelten Liste im Falle der Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen;

- auf Vorschlag der in Artikel 3 des Dekrets erwähnten repräsentativen Instanz(en) im Falle der Vertreter der Sozialwirtschaft;

- auf Vorschlag ihrer Mandatsgeber für die sonstigen Vertreter.

Wenn das Mandat eines Mitglieds vor dem festgelegten Zeitpunkt endet, wird es durch das stellvertretende Mitglied beendet.

Das Mandat der Mitglieder innerhalb des Ausschusses wird immer vollständig erneuert.

Art. 6 - Vorsitz und stellvertretender Vorsitz

Benennung

Die Regierung benennt und ernennt den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Ausschusses.

Ersetzung

Bei Abwesenheit des Vorsitzenden ersetzt ihn der stellvertretende Vorsitzende und führt den Vorsitz. Sind der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende beide abwesend, dann wird der Vorsitz durch das älteste Mitglied mit beschließender Stimme oder durch das zu diesem Amt durch den Vorsitzenden benannte Mitglied ausgeübt.

Rolle des Vorsitzenden

Der Vorsitzende sorgt für die reibungslose Arbeitsweise des Ausschusses und organisiert ihre Arbeiten. Er eröffnet die Sitzungen, setzt sie aus, schließt sie und annulliert sie, und leitet die Debatten mit Neutralität.

Außer bei anderslautender Bestimmung des Ausschusses und mit der Verpflichtung, ihm Rechenschaft abzulegen, übernimmt er die Verantwortung der Ausführung der gefassten Beschlüsse gegenüber Dritten.

Zu diesem Zweck:

- stellt er die Tagesordnung auf;
- beruft er die Versammlungen ein;
- unterzeichnet er die Gutachten;
- sorgt er für die Einhaltung der maßgeblichen Bestimmungen und der Geschäftsordnung des Ausschusses;
- trifft er die Maßnahmen, die in außergewöhnlichen und dringlichen Fällen notwendig sind, nachdem er die effektiven Mitglieder des Ausschusses zu Rate gezogen hat.

Art. 7 - Sekretariat

Das Sekretariat des Ausschusses wird von dem CESW, mit welchem die Verwaltung zusammenarbeitet, geführt.

Nach jeder Sitzung wird ein Protokoll vom Sekretariat verfasst. Er besteht in einem Bericht mit Entscheidungsgewalt der Debatten und Abstimmungen, denen die Dokumente für die Prüfung der Zulässigkeit und/oder jegliches anderes von dem Ausschuss angefertigtes Analysedokument beigelegt werden, und unterliegt der Genehmigung der Mitglieder in der nächsten Sitzung.

Auf Bevollmächtigung des Vorsitzenden ist das Sekretariat befugt, verschiedene Unterlagen zu unterzeichnen, insbesondere die Gutachten, Einberufungen, Schreiben, usw.

Das Sekretariat hat insbesondere folgende Aufgaben: er

- nimmt die technische Prüfung der Akten vor;
- schlägt dem Vorsitzenden die Tagesordnungen unter Beachtung der nachstehend in Artikel 16 genannten Fristen für die Untersuchung der vollständigen Akten vor;
- beruft die Mitglieder ein und bereitet die Anwesenheitsliste vor, insbesondere auf der Grundlage der von den Mitgliedern vor der Sitzung gegebenen Informationen bei Verhinderungen oder Einladung von externen Sachverständigen;
- bereitet die Erlasse zur Benennung der Mitglieder des Ausschusses vor;
- beruft die Projektträger/Unternehmen für die Anhörungen ein;
- stellt die Akten vor, fertigt die Protokolle an und beantragt die Genehmigung der vorherigen Protokolle bei den Sitzungen;
- erstellt und schickt die Anträge auf weitere Informationen infolge der Versammlung und/oder Einberufung der Projektträger/Unternehmen zur Anhörung;
- fertigt die begründeten Gutachten und die Protokolle unter Einhaltung der nachstehend in Artikel 16 genannten Fristen an;
- lädt auf den geteilten Server die genehmigten Gutachten und Protokolle herauf;
- informiert (per E-mail) die Verwaltung und den Minister davon.

Art. 8 - Überwachungsausschuss

Es wird ein Überwachungsausschuss eingerichtet. Es handelt sich um eine Delegation, die sich aus einem Vertreter des Ministers, der Verwaltung, des Generalsekretärs und des Sekretariats des Ausschusses zusammensetzt. Er hat zum Zweck, für eine gute Durchführung der dem CESW anvertrauten Aufgabe als Sekretariat des Ausschusses zu sorgen; Er tagt mindestens einmal im Jahr. Er ist insbesondere damit beauftragt, die zwischen dem CESW und der Verwaltung eingeführten Verfahren zu untersuchen, um diese zu verbessern. Der Vorsitz des Überwachungsausschusses wird von dem Vertreter des Ministers und der Sekretariat von dem CESW geführt.

Art. 9 - Sitzungen: Häufigkeit und Einberufung

Der Ausschuss wird von seinem Vorsitzenden, oder, wenn dieser verhindert ist, von seinem stellvertretenden Vorsitzenden, so oft wie nötig, je nach den dem Ausschuss anvertrauten Aufgaben und mindestens sechs Mal im Jahr einberufen. Er wird ebenfalls auf Antrag eines Drittels der Mitglieder einberufen, oder jedes Mal, wenn der CESW es als notwendig erachtet.

Die Einberufung gibt die verschiedenen Punkte der Tagesordnung an und enthält einen Link nach dem Extranet des CESW, wo alle damit verbundenen Schriftstücke und Dokumente gespeichert sind. Sie beinhaltet ebenfalls einen Punkt "Allgemeines". Sie wird den effektiven und stellvertretenden Mitgliedern per Post und/oder auf elektronischem Weg 7 Kalendertage vor dem Datum der Sitzung zugeschickt. Im Dringlichkeitsfall, der vom Vorsitzenden bewertet wird, kann die Einberufung innerhalb einer kürzeren Frist geschickt werden, und ihre Anlagen können ausnahmsweise den Mitgliedern vor der Eröffnung der Sitzung verteilt werden.

Art. 10 - Anwesenheitsliste

Die Mitglieder des Ausschusses unterzeichnen bei jeder Sitzung eine Anwesenheitsliste. Diese Liste wird dem Protokoll beigelegt.

Art. 11 - Anhörung

Vor der Abgabe seines Gutachtens hört der Ausschuss die Vertreter des Projektträgers/Unternehmens, der seine Dienste in Anspruch nimmt. Er kann ebenfalls auf eigene Initiative die Vertreter des Projektträgers/Unternehmens zu einer Anhörung laden. Auf jeden Fall findet die Anhörung nach der Sendung einer Einberufung statt, in der ggf. die Punkte angegeben werden, über welche der Ausschuss den Standpunkt der Vertreter des Projektträgers/Unternehmens anhören möchte.

Der Ausschuss hört die Vertreter der Sozialwirtschaftsunternehmen vor jedem Vorschlag einer Aufhebung oder eines Entzugs der Zulassung an. Auf jeden Fall findet die Anhörung nach der Sendung einer Einberufung statt, in der ggf. die Punkte angegeben werden, über welche der Ausschuss den Standpunkt der Vertreter des Sozialwirtschaftsunternehmens anhören möchte.

Die angehörte Einrichtung kann sich von einem Vertreter der Vereinigung, der sie angehört, bei der Anhörung beistehen lassen.

Art. 12 - Beratungsregeln: Anwesenheitsquorum

Nur die Punkte an der Tagesordnung werden besprochen. Die Beratungen oder die Abstimmung über einen Punkt auf der Tagesordnung können jedoch auf eine spätere Sitzung verschoben werden. Wenn nötig können Punkte, die nicht auf der Tagesordnung stehen, in dem Punkt "Allgemeines" der Tagesordnung behandelt werden, ohne jedoch dass Beschlüsse darüber getroffen werden.

Die Kommission ist lediglich dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder mit beschließender Stimme anwesend ist.

Wenn das Anwesenheitsquorum nicht erreicht ist, stellt der Vorsitzende dies fest.

Entweder beschließt er, die Sitzung zu schließen. Eine neue Sitzung wird einberufen, und zwar innerhalb einer Frist von mindestens 24 Stunden nach der Sitzung, bei der das Quorum nicht erreicht werden konnte, und die zehn Tage nicht überschreitet, außer für die ordnungsgemäß begründeten Dringlichkeitsverfahren, bei denen die Frist fünf Tage nicht überschreiten darf. In dieser neuen Sitzung können die Beschlüsse bezüglich derselben Punkte, wie diejenigen, die auf der Tagesordnung der ersten Sitzung standen, unabhängig von der Anzahl anwesender Mitglieder gültig sein.

Oder der Vorsitzende beschließt, dass der Ausschuss weiterhin tagt und die Tagesordnung ganz oder teilweise bespricht. In diesem Fall werden die getroffenen Beschlüsse den abwesenden Mitgliedern mit beschließender Stimme auf elektronischem Weg zur Ratifizierung unterbreitet (Ratifizierungsmail). Der Standpunkt dieser Mitglieder (Ratifizierung oder nicht) muss innerhalb einer von dem Vorsitzenden festgelegten Frist bekanntgegeben werden.

Art. 13 - Bevollmächtigung

Ein abwesendes Mitglied kann einem anderen Mitglied eine Vollmacht geben, wenn sein Vertreter abwesend ist. Ein Mitglied darf nur über eine einzige Vollmacht verfügen. Die von den abwesenden Mitgliedern unterzeichneten Vollmachten müssen dem Vorsitzenden sowie dem Sekretariat vor der Sitzung auf elektronischem Weg oder per Post mitgeteilt werden. Sie können ebenfalls am Anfang der Sitzung abgegeben werden. Vor Beginn jeder Sitzung stellt der Vorsitzende die Anzahl der Anwesenden und der zulässigen Vollmachten fest.

Art. 14 - Beratungsregeln: Abstimmungsquorum

Die Stimmabgabe erfolgt prinzipiell durch Handerheben, außer wenn die einfache Mehrheit der anwesenden Mitglieder eine geheime Stimmabgabe verlangt.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder mit beschließender Stimme gefasst.

Die Stimmabgabe erfolgt sofort, nachdem der Vorsitzende den Vorschlag geäußert hat. Er macht das Ergebnis sofort bekannt, und dies wird im Protokoll beurkundet.

Zur Berechnung dieser Mehrheit werden die Enthaltungen nicht berücksichtigt.

Bei Stimmgleichheit muss das Gutachten des Ausschusses die beiden Standpunkte angeben, da das Gutachten nur ein beratendes Gutachten ist und der Beschluss, gleich welcher Art, letztendlich von dem Minister getroffen wird.

Art. 15 - Gutachten

Der Ausschuss hat die Verpflichtung, seine Gutachten mit Gründen zu versehen.

Die Gutachten werden im Namen der Einrichtung und ohne Namensangaben abgegeben. Der Ausschuss versucht, einstimmige Gutachten abzugeben. Im gegenteiligen Fall kann das Gutachten in der Form eines Berichts formuliert werden, der die verschiedenen Standpunkte seiner Komponente ausdrückt.

Im Rahmen seiner Aufgaben kann der Ausschuss auf eigene Initiative Gutachten abgeben, die sie dem CESW, der Verwaltung und dem Minister übermittelt.

Art. 16 - Fristen und Dringlichkeitsverfahren

Wenn das Gutachten des Ausschusses über einen Antrag auf Zulassung oder auf die Erneuerung der Zulassung eingeholt wird, wird dieses ab dem Empfang der vollständigen Akte aufgrund der Empfangsbescheinigung der vollständigen Akte innerhalb einer Frist von:

- 60 Tagen für die Beratungsagenturen;
 - 30 Tagen für die I.D.E.S.S. ;
 - 30 Tagen (60 Tagen im Falle einer Anhörung) für die Eingliederungsbetriebe
- abgegeben.

Die Fristen werden in Kalendertagen gerechnet. Sie werden vom 1. Juli bis zum 31. August eines jeden Jahres unterbrochen.

In Dringlichkeitsfällen oder unter besonders begründeten Umständen kann das Gutachten des Ausschusses nach einem im Einvernehmen unter den Mitgliedern geschriebenen Verfahren abgegeben werden.

In diesem Fall übermittelt das Sekretariat auf Beschluss des Vorsitzenden per Post und/oder auf elektronischem Weg den Mitgliedern einen Beschlussentwurf; die Mitglieder mit beschließender Stimme werden aufgefordert, innerhalb der von dem Vorsitzenden festgelegten Frist von mindestens 3 Kalendertagen ihren Standpunkt (Ratifizierung oder nicht) mitzuteilen.

Art. 17 - Aussetzung der Sitzung

Wenn er es für notwendig hält, oder auf Antrag einer Komponente des Ausschusses setzt der Vorsitzende die Sitzung aus.

Art. 18 - Teilnahme der stellvertretenden Mitglieder

Ein stellvertretendes Mitglied kann nur dann tagen, wenn das effektive Mitglied, das es ersetzt, abwesend ist.

Außergewöhnlich kann der Vorsitzende beschließen, die stellvertretenden Mitglieder einzuladen, um für die Punkte der Tagesordnung, die eine Information allgemeinen Interesses betreffen, gleichzeitig mit den effektiven Mitgliedern zu sitzen.

Art. 19 - Teilnahme von externen Sachverständigen

In der Ausübung seiner Aufgaben und bei Bedarf kann der Ausschuss beschließen, externe Sachverständige heranzuziehen. Diese werden dann von dem Vorsitzenden eingeladen, um an der Sitzung teilzunehmen, in der die Punkte, für welche Aufklärung gebraucht wird, behandelt werden.

Art. 20 - Bildung von Arbeitsgruppen

Der Ausschuss kann Arbeitsgruppen bilden, deren Zielsetzungen er festlegt, und denen er eine besondere Angelegenheit zur Überprüfung vorlegen kann.

Das Bestehen der Arbeitsgruppen wird auf die Überprüfung der Frage(n), für die sie errichtet wurden, begrenzt. Nach Abschluss ihrer Aufgabe wird die Arbeitsgruppe von Rechts wegen aufgelöst.

Art. 21 - Vertraulichkeit der Debatten und Arbeiten

Die Personen, die in irgendeiner Eigenschaft den Versammlungen des Ausschusses beiwohnen, sind verpflichtet, das Geheimnis der Dokumente mit vertraulichem oder persönlichem Charakter, die ihnen übermittelt werden, sowie das Geheimnis der Wahl und der Beratungen einzuhalten.

Die Protokolle, Akten zur Beantragung einer Zulassung oder zur Erneuerung einer Zulassung, Gutachten, Tätigkeitsberichte, Inspektionsberichte oder andere Dokumente, die einen Betreiber betreffen, dürfen nämlich nicht verbreitet werden, außer zur internen Einsichtnahme innerhalb der Komponente des Ausschusses.

Art. 22 - Interessenskonflikte

Es ist jedem Mitglied untersagt, an den Sitzungen teilzunehmen, wenn es ein direktes oder indirektes, auf sein Vermögen bezogenes oder persönliches Interesse an der betroffenen Angelegenheit hat. Die Vertretung der Interessen der Körperschaft, die das Mitglied innerhalb der Einrichtung vorgeschlagen oder bezeichnet hat, gilt nicht als persönliches oder indirektes Interesse.

Art. 23 - Anwesenheitsgeld und Fahrtkosten

Die Mitglieder haben in Sachen Fahrtkosten Anspruch auf die gleichen Entschädigungen wie diejenigen, die kraft des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Die Anwesenheitsliste gilt als Belegstück für die Buchhaltung.

Art. 24 - Als rücktretend geltendes Mitglied - Abwesenheiten

Gilt als rücktretend durch Beschluss des Ausschusses, das Mitglied, das:

- 1° auf ungerechtfertigte Weise mehr als drei aufeinanderfolgenden Sitzungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben ist;

- ohne ärztliche Begründung mehr als der Hälfte der während der letzten zwölf Monate stattgefundenen Sitzungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben ist;

- die Vertraulichkeit der Beratungen oder Dokumente nicht beachtet, wenn eine solche Vertraulichkeit in Übereinstimmung mit den gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen, einschließlich derjenigen, die sich aus der vorliegenden Geschäftsordnung ergeben, anerkannt wird;

- es den Grundsätzen der Demokratie im Sinne der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, der Verfassung, des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords oder jeglicher anderen Form des Genozids feindlich gegenübersteht oder Mitglied einer Einrichtung oder Vereinigung ist, die diesen Grundsätzen feindlich gegenüber steht.

Wenn ein Mitglied als rücktretend gilt, informiert der Vorsitzende per Post das Mitglied und die Einrichtung, aus welcher dieses stammt, umgehend davon.

Art. 25 - Tätigkeitsbericht des Ausschusses

Der Ausschuss erstellt relevante statistische Aufnahmen und fügt sie in einen Bericht ein, den er spätestens am Ende des Monats September des Jahres, das auf dem Jahr folgt, auf welches er sich bezieht, dem CWES, der wallonischen Regierung und dem wallonischen Parlament übermittelt.

Dieser Tätigkeitsbericht wird ebenfalls dem CESW übermittelt. Er beinhaltet mindestens:

1° die Angabe der Anzahl Akten, die ihm übermittelt wurden;

2° die Anzahl der abgegebenen Gutachten;

3° die Anwesenheiten der Mitglieder.

Art. 26 - Schlussbestimmungen

Die vorliegende Geschäftsordnung wurde von dem Ausschuss, für die Teile, die ihn betreffen, aufgestellt. Sie wird jedes Mal abgeändert, wenn es zwecks einer besseren Arbeitsweise des Ausschusses als notwendig erscheint. Auf Antrag eines Mitglieds des Ausschusses wird der Punkt auf die Tagesordnung der allernächsten Sitzung gesetzt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Genehmigung der Geschäftsordnung des Beratungs- und Zulassungsausschusses der Sozialwirtschaftsunternehmen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Mai 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202427]

7 MEI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie, inzonderheid op artikel 2, 19°;

Gelet op het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de beraadslaging van de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven van 22 januari 2015;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor sociale Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering keurt het bijgaande huishoudelijk reglement van de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven goed.**Art. 2.** Het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven wordt opgeheven.**Art. 3.** De Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 mei 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

BIJLAGE

Advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven

Huishoudelijk reglement

Artikel 1. Begripsomschrijving

Voor de toepassing van dit reglement dient te worden verstaan onder :

1. "kaderdecreet" : het Waalse decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie (*Belgisch Staatsblad* 18.12.08);2. "decreet" : het Waalse decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie (*Belgisch Staatsblad* 31.12.08);3. "decreet IB" : het Waalse decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven (BS 21.01.13), zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014 (*Belgisch Staatsblad* 02.06.14);4. "besluit IB" : het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven (*Belgisch Staatsblad* 07.03.13);5. "decreet I.D.E.S.S." : het Waalse decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S." (*Belgisch Staatsblad* 05.01.07);6. "besluit I.D.E.S.S." : het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S." (*Belgisch Staatsblad* 19.07.07);7. "decreet adviesverlenende agentschappen" : het Waalse decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie (*Belgisch Staatsblad* 18.08.04);8. "besluit adviesverlenende agentschappen" : het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie (*Belgisch Staatsblad* 10.02.06);

9. "inschakelijngsbedrijf" : één van de instellingen bedoeld in artikel 2, § 1, van het "decreet IB";

10. "I.D.E.S.S." : één van de instellingen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°, van het "decreet I.D.E.S.S.";

11. "adviesverlenend agentschap" : één van de instellingen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°, van het "decreet adviesverlenende agentschappen";

12. "CESW" : de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië);

13. "Commissie" : de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven bedoeld in artikel 6 van het decreet;

14. "leden" : de gewone leden van de Commissie of, in voorkomend geval, hun plaatsvervangers, benoemd door de Waalse Regering;

15. "Minister" : de Minister van de Waalse Regering bevoegd voor Sociale Economie;

16. "Bestuur" : de Directie Sociale Economie van het Departement Economische Ontwikkeling van het Operationeel directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 2. Zetel en plaats van de vergaderingen

De zetel van de Commissie is in de "CESW" (rue du Vertbois, 13C te 4000 Luik) gevestigd, waarnaar elke briefwisseling verzonden moet worden. Het volledige adres van de Commissie moet op alle documenten die ze verstuurt, vermeld staan.

De vergaderingen van de Commissie vinden plaats in de lokalen van de "CESW".

Art. 3. Opdrachten

De Commissie wordt belast met de volgende taken :

1° op eigen initiatief of op verzoek elk advies uitbrengen over alle vraagstukken betreffende de sociale economiebedrijven die de benaming hebben van inschakelingsbedrijven, "I.D.E.S.S." en adviesverlenende agentschappen;

2° een gemotiveerd advies uitbrengen over de aanvragen tot erkenning of hernieuwing van erkenning van de projectdragers/bedrijven bedoeld in de bovenvermelde "besluiten IB, "I.D.E.S.S." en adviesverlenende agentschappen";

3° een gemotiveerd advies uitbrengen over de opschorting of intrekking van de erkenning van deze projectdragers/bedrijven;

4° vergaderen op verzoek van één van haar leden die feiten vernomen zou hebben die ressorteren onder de overtredingen van of de inbreuken op de bepalingen van de decreten en besluiten bepaald in artikel 1, 1° tot 11° van dit huishoudelijk reglement, om de stand van zaken te onderzoeken en de Regering kennis te geven van de feiten van de oorzaak.

De Commissie beslist over alle maatregelen die haar in staat moeten stellen om haar opdrachten op de beste manier uit te oefenen. Daartoe verwijst ze met name naar de vigerende reglementering en kan ze :

1° de aanvraagdossiers van de projectdragers/bedrijven, de activiteitenverslagen, de gesloten overeenkomsten, enz. onderzoeken en ingelicht worden over de inhoud van de inspectieverslagen;

2° de projectdragers en de sociale economiebedrijven horen;

3° werkgroepen oprichten;

4° externe deskundigen punctueel en naar gelang van de agenda erom verzoeken om aan de vergaderingen deel te nemen.

Art. 4. Samenstelling

De Commissie bestaat uit de volgende leden :

Stemgerechtigde leden

1° vier gewone en vier plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werkgeversorganisaties;

2° vier gewone en vier plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werknemersorganisaties;

3° drie gewone en drie plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de sociale economiesector;

4° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de vzw "Union des Villes, Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten" en de "Fédération des Centres publics d'Action sociale" (Federatie van de Openbare centra voor maatschappelijk welzijn);

Leden met raadgevende stem

1° een voorzitter en een ondervoorzitter;

2° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de "SOWECSOM" (Waalse Maatschappij voor Sociale Markteconomie);

3° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) zoals ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

4° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen);

5° twee gewone leden en twee plaatsvervangende leden van het Bestuur van het Waalse Gewest.

Art. 5. Duur van het mandaat, vervanging en hernieuwing van de leden

De duur van het mandaat van de leden wordt op vijf jaar bepaald.

De leden worden door de Regering volgens afzonderlijke procedures en naar gelang van de mandaten benoemd :

- op grond van een dubbele lijst van kandidaten voorgedragen door de "CESW" in het geval van de vertegenwoordigers van de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties;

- op voorstel van de representatieve instantie(s) bedoeld in artikel 3 van het decreet in het geval van de vertegenwoordigers van de sociale economiesector;

- op voorstel van hun opdrachtgever voor de andere vertegenwoordigers.

Wanneer het mandaat van een lid vóór de vastgelegde datum verstrijkt, voleindigt de aangewezen plaatsvervanger de overblijvende duur van het mandaat.

De mandaten van de leden binnen de Commissie worden integraal hernieuwd.

Art. 6. Voorzitterschap en ondervoorzitterschap

Aanwijzing

De voorzitter en de ondervoorzitter van de Commissie worden door de Regering aangewezen en benoemd.

Vervanging

Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en neemt hij het voorzitterschap waar. Bij afwezigheid van de voorzitter en van de ondervoorzitter wordt het voorzitterschap door het oudste stemgerechtigde lid of door het lid dat daartoe door de voorzitter wordt genoemd, waargenomen.

Rol van de voorzitter

De voorzitter staat in voor de goede werking van de Commissie en organiseert haar werkzaamheden. Hij opent, schorst, sluit en heft de vergaderingen en leidt de debatten in alle neutraliteit.

Behoudens andersluidende bepaling van de Commissie en op voorwaarde dat hij bij haar rekenschap aflegt, is hij ten opzichte van de buitenwereld verantwoordelijk voor de uitvoering van de genomen beslissingen.

Daartoe :

- bepaalt hij de agenda;
- roept hij de vergaderingen bijeen;
- ondertekent hij de adviezen;
- staat hij in voor de naleving van de wettelijke bepalingen en van het huishoudelijk reglement van de Commissie;
- neemt hij de in buitengewone omstandigheden en spoedgevallen vereiste maatregelen na de gewone leden van de organisaties te hebben geraadpleegd.

Art. 7. Secretariaat

Het secretariaat van de Commissie wordt door de "CESW" waarmee het Bestuur samenwerkt, waargenomen.

Aan het einde van elke vergadering maakt het secretariaat een project van notulen op. Het bestaat in een beslissingsverslag van de debatten en stemmingen waarbij de documenten voor de analyse van de verkiesbaarheid en/of elk ander analysedocument opgemaakt door de Commissie worden gevoegd, en wordt tijdens de volgende vergadering ter goedkeuring aan de leden voorgelegd.

Op delegatie van de voorzitter wordt het secretariaat ertoe gemachtigd om verschillende documenten, met name de adviezen, de oproepingen, de brieven ...te ondertekenen.

In het bijzonder vervult het secretariaat de volgende taken :

- het gaat tot het technisch examen van de dossiers over;
- het stelt de agendapunten aan de voorzitter voor met inachtneming van de termijnen bedoeld in artikel 16 voor het examen van de volledige dossiers;
- het roept de leden op en bereidt de presentielijst voor met name op grond van de inlichtingen verstrekt door de leden vóór de zitting in geval van verhinderingen of uitnodigingen van externe deskundigen;
- het bereidt de besluiten betreffende de aanwijzing van de leden van de Commissie voor;
- het roept de projectdragers/bedrijven voor de verhoren op;
- tijdens de vergaderingen draagt het de dossiers voor, stelt het notulen op en vraagt het de goedkeuring van de vorige notulen;
- het stelt de aanvragen om bijkomende inlichtingen op en stuurt ze ten gevolge van de vergadering en/of oproeping van de projectdragers/bedrijven voor verhoor;
- het stelt de gemotiveerde adviezen en de notulen op met inachtneming van de termijnen bedoeld in artikel 16;
- het legt de goedgekeurde adviezen en notulen op de gedeelde server over;
- het informeert (per e-mail) het Bestuur en de Minister daarvan.

Art. 8. Opvolgingscomité

Er wordt een opvolgingscomité opgericht waarvan de afvaardiging bestaat uit de Minister, het Bestuur, de Secretaris-generaal en het secretariaat van de Commissie. Dat comité heeft als doel te zorgen voor het vlotte verloop van de secretariaatopdracht van de Commissie die aan de "CESW" wordt toevertrouwd. Het vergadert minstens één keer per jaar. Het is met name belast met het onderzoek van de procedures tussen de "CESW" en het Bestuur met het oog op de verbetering ervan. Het voorzitterschap van het opvolgingscomité wordt door de vertegenwoordiger van de Minister waargenomen en het secretariaat door de "CESW".

Art. 9. Vergaderingen : periodiciteit en bijeenroeping

De voorzitter, of als hij verhinderd is, de ondervoorzitter roept de Commissie bijeen telkens als het nodig is, naar gelang van de haar toegewezen opdrachten en minstens zes keer per jaar. Ze wordt ook bijeengeroepen op verzoek van een derde van de leden of telkens als de "CESW" het nodig acht.

De oproeping bevat de verschillende agendapunten en een link naar het extranet van de "CESW" waarin de stukken en documenten met betrekking tot die punten ter beschikking worden gesteld. Ze bevat ook een punt "Divers". De oproeping wordt 7 werkdagen vóór de zittingsdatum naar de gewone en plaatsvervangende leden per brief en/of per e-mail gestuurd. In geval van dringende noodzakelijkheid, die door de voorzitter beoordeeld wordt, kan de oproeping binnen een korte termijn verstuurd worden en kunnen haar bijlagen uitzonderlijk aan de leden overgemaakt worden voor de opening van de zitting.

Art. 10. Presentielijst

Bij elke zitting ondertekenen de commissieleden een presentielijst. Deze lijst wordt bij de notulen gevoegd.

Art. 11. Verhoor

Alvorens advies uit te brengen, hoort de Commissie de vertegenwoordigers van de projectdrager/bedrijf die/dat daarom verzoekt. Ze kan ook op eigen initiatief de vertegenwoordigers van de projectdrager/bedrijf erom verzoeken om gehoord te worden. In elk geval worden de vertegenwoordigers van de projectdrager/bedrijf gehoord na verzending van een oproepingsbrief waarin desgevallend melding wordt gemaakt van de punten waarover de commissie hun standpunt wenst te horen.

De Commissie hoort de vertegenwoordigers van de sociale economiebedrijven voor elk voorstel tot opschorting of intrekking van de erkenning. In dit geval worden de vertegenwoordigers van het sociale economiebedrijf gehoord na verzending van een oproepingsbrief waarin desgevallend melding wordt gemaakt van de punten waarover de commissie hun standpunt wenst te horen.

De gehoorde instelling kan zich tijdens het verhoor laten bijstaan door een vertegenwoordiger van de federatie waarbij hij is aangesloten.

Art. 12. Beraadslagingregels : aanwezigheidsquorum

Alleen de agendapunten worden besproken. De beraadslagingen of de stemming over een agendapunt kunnen evenwel uitgesteld worden tot een latere zitting. Indien nodig kunnen de punten die niet op de agenda staan, besproken worden in het punt "Diverse bepalingen" van de agenda zonder dat beslissingen daarover kunnen worden genomen.

De Commissie kan eerst op geldige wijze beraadslagen wanneer minstens de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

Als het aanwezigheidsquorum niet bereikt wordt, stelt de voorzitter het vast.

Ofwel beslist hij de zitting op te heffen. Een nieuwe vergadering wordt binnen een termijn van minstens 24 uur na de vergadering waarin het quorum niet bereikt kon worden, en van hoogstens tien dagen bijeengeroepen behalve voor de behoorlijk met redenen omklede noodprocedures waarin de termijn niet hoger dan vijf dagen mag zijn. Tijdens die nieuwe vergadering kan op geldige wijze worden beraadslaagd over dezelfde punten als degene die op de agenda van de eerste vergadering stonden, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Ofwel beslist de voorzitter dat de Commissie blijft zitting hebben en de agenda geheel of gedeeltelijk behandelt. In dit geval worden de genomen beslissingen ter bekrachtiging aan de stemgerechtigde afwezige leden per brief of per e-mail (bekrachtiging) voorgelegd. De stelling van deze leden (al dan niet bekrachtiging) moet binnen een door de voorzitter bepaalde termijn worden betekend.

Art. 13. Volmacht

Een afwezig lid kan volmacht geven aan een ander lid bij afwezigheid van zijn plaatsvervanger. Een lid kan slechts over één volmacht beschikken. De volmachten, behoorlijk getekend door de afwezige leden, moeten voor de vergadering per email, fax of post aan de voorzitter en aan het secretariaat meegedeeld worden. Ze kunnen ook bij het begin van de vergadering overgemaakt worden. Voor het begin van elke zitting geeft de voorzitter een stand van zaken over het aantal aanwezige leden en over de toelaatbare volmachten.

Art. 14. Beraadslagingregels : stemmingsquorum

De stemmingen gebeuren in principe bij handopsteken, tenzij de gewone meerderheid van de aanwezige leden de geheime stemming vragen.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden genomen.

Er wordt onmiddellijk gestemd nadat de voorzitter zijn voorstel heeft geformuleerd. Hij maakt het resultaat meteen bekend en laat het in de notulen acteren.

Om die meerderheid te berekenen worden de onthoudingen niet in aanmerking genomen.

Bij staking van stemmen moet het advies van de Commissie de twee standpunten vermelden, waarbij het advies zuiver raadgevend is en de beslissing, ongeacht welke, die eindelijk door de Minister wordt genomen.

Art. 15. Bericht

De Commissie moet haar adviezen motiveren.

De adviezen worden op naam van de instelling en zonder naamsverwijzingen uitgebracht. De Commissie probeert unanieme adviezen uit te brengen. In het tegenovergestelde geval kan het advies in de vorm van een verslag geformuleerd worden, waarin de verschillende standpunten van haar bestanddelen worden uitgedrukt.

In het kader van haar opdrachten kan de Commissie initiatiefadviezen uitbrengen, die ze aan de "CESW", het Bestuur en de Minister overmaakt.

Art. 16. Termijnen en spoedprocedure

Wanneer het advies van de Commissie over een erkenningsaanvraag of een hernieuwing van erkenning wordt aangevraagd, wordt dit advies na ontvangst van het volledige dossier en op grond van het bericht van ontvangst van het dossier uitgebracht binnen een termijn van :

- 60 dagen voor de adviesverlenende agentschappen;
- 30 dagen voor de "I.D.E.S.S.";
- 30 dagen (60 dagen in geval van verhoor) voor de inschakelingsbedrijven.

De termijnen worden in kalenderdagen berekend. Ze worden jaarlijks van 1 juli tot 31 augustus opgeschort.

In geval van dringende noodzakelijkheid of in speciaal gemotiveerde omstandigheden kan het advies van de Commissie uitgebracht worden volgens een geschreven procedure onder de leden.

In dit geval en op beslissing van de voorzitter maakt het secretariaat een ontwerp van beslissing per brief en/of per e-mail aan de leden over; de stemgerechtigde leden worden erom verzocht om hun stelling (al dan niet bekrachtiging) te doen kennen binnen een door de voorzitter bepaalde termijn van minstens 3 kalenderdagen.

Art. 17. Opschorting van de zitting

Indien hij het nodig acht of op verzoek van een bestanddeel van de Commissie kent de voorzitter een zittingopschorting toe.

Art. 18. Deelneming van de plaatsvervangende leden

Een plaatsvervangend lid kan slechts zitting hebben indien het gewoon lid dat hij vervangt, afwezig is.

Bij wijze van uitzondering kan de voorzitter beslissen om de plaatsvervangende leden erom te verzoeken om op hetzelfde ogenblik als de gewone leden zitting te hebben voor de agendapunten betreffende een informatie van algemeen belang.

Art. 19. Deelneming van externe deskundigen

Voor de uitoefening van haar opdrachten kan de Commissie punctueel beslissen om een beroep te doen op externe deskundigen. Laatstgenoemden worden door de voorzitter erom verzocht om deel te nemen aan de vergadering waarin het(de) punt(en) dat(die) verduidelijkingen vereist(sen), wordt(en) aangesneden.

Art. 20. Oprichting van werkgroepen

De Commissie kan werkgroepen waarvan ze de doelstellingen bepaalt, samenstellen en belasten met het onderzoek van een bijzondere vraag.

Het bestaan van de werkgroepen wordt beperkt tot het onderzoek van de vraag(vragen) waarvoor ze werden opgericht. Na afloop van zijn opdracht wordt de werkgroep van rechtswege ontbonden.

Art. 21. Vertrouwelijkheid van de debatten en werkzaamheden

De personen die in welke hoedanigheid ook de vergaderingen van de Commissie bijwonen, dienen het geheime karakter van de vertrouwelijke of persoonlijke documenten die hun worden medegedeeld, en het geheim van de stemmingen en beraadslagingen in acht te nemen.

De notulen, dossiers betreffende de aanvraag om (verlenging) van de erkenning, advies betreffende een bureau, activiteitenverslagen, inspectieverslagen of andere documenten betreffende een operator mogen derhalve niet bekendgemaakt worden, behalve voor interne raadpleging binnen de bestanddelen van de Commissie.

Art. 22. Belangenconflicten

Het is elk lid verboden te beraadslagen over onderwerpen waarbij het een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft. Het vertegenwoordigen van de belangen van de entiteit die het lid binnen de instelling heeft voorgedragen of aangewezen wordt niet als een persoonlijk of onrechtstreeks belang beschouwd.

Art. 23. Presentiegeld en verplaatsingskosten

De verplaatsingskosten van de leden worden vergoed zoals die van de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode.

De presentielijst dient als verantwoordingsstuk.

Art. 24. Als ontslagnemend beschouwd lid - absentisme

Na beslissing van de Commissie wordt als ontslagnemend beschouwd het lid :

- dat op niet-gerechvaardigde wijze afwezig is geweest op meer dan 3 opeenvolgende vergaderingen waarvoor hij regelmatig is opgeroepen;

- dat zonder medische reden afwezig is geweest op meer dan de helft van de tijdens de twaalf laatste maanden georganiseerde vergaderingen, waarvoor hij regelmatig is opgeroepen;

- dat de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten niet naleeft, wanneer een dergelijke vertrouwelijke aard erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;

- dat een vijandige houding heeft of dat lid is van een organisme of een vereniging die een vijandige houding heeft tegen de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Wanneer een lid als ontslagnemend beschouwd wordt, verwittigt de voorzitter zo spoedig mogelijk het lid en de vakorganisatie waarvan hij afhangt, per brief.

Art. 25. Activiteitenverslag van de Commissie

De Commissie maakt relevante statistische overzichten op en voegt ze bij in een verslag dat ze tegelijkertijd aan de "CWES", aan de Regering en aan het Waalse Parlement overmaakt uiterlijk voor het einde van de maand september van het jaar volgend op het jaar waarop het betrekking heeft.

Dat activiteitenverslag wordt ook aan de "CWES" overgemaakt. Het bevat minstens :

1° de vermelding van het aantal dossiers die hij heeft ontvangen;

2° het aantal uitgebrachte adviezen;

3° de aanwezigheden van de leden.

Art. 26. Slotbepalingen

Dit huishoudelijk reglement is door de Commissie voor de gedeelten die haar betreffen, bepaald. Het kan telkens als het nodig blijkt, gewijzigd worden voor een betere werking van de Commissie. Op verzoek van een lid van de Commissie wordt het punt in dit geval geplaatst op de agenda van de eerstkomende vergadering.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven.

Namen, 7 mei 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitalisering,
J.-C. MARCOURT